La Commune

Cache-misère

Chronique d'une fin de Régime

> Il pleut des larmes de crocodile en bordure de cette campagne présidentielle. Que de sollicitude, de part et d'autre, pour " *la France qui souffre* ". Que de commisération pour les sans-abri, les travailleurs pauvres, les damnés de la terre. Sarkozy et Royal se disputent le monopole du coeur et les temps d'antenne. Et voilà que Chirac nous promet un droit au logement " *opposable* " et un produit de substitution à la garantie de l'emploi appelé " *sécurité sociale professionnelle* ". Pendant ce temps-là ...

Ce samedi 6 janvier, on découvre avec effroi un nouveau cas de cannibalisme dans une prison française. " *Ce nouveau drame relance le débat sur le traitement des malades mentaux en milieu carcéral* ", lit-on en manchette de l'édition du Parisien de ce jour-là. Cet horrible fait divers nous renvoie au drame survenu dans le service gériatrie de l'hôpital psychiatrique de Pau, le 17 décembre 2004, lorsqu'une infirmière avait été décapitée et une aide-soignante égorgée. Cette tuerie avait alors révélé brusquement l'état de la psychiatrie en France, littéralement sacrifiée et laminée, au mépris de toutes les souffrances mentales humaines. Cette fois, on nous apprend qu'un détenu sur cinq est atteint de maladie mentale. Nicolas Cocaigne était atteint de schizophrénie et avait lui-même demandé à être placé à l'isolement. En vain. l'idée même de " traitement des malades mentaux en milieu carcéral " fait froid dans le dos. Quelle société prétendument civilisée pourrait enfermer des personnes atteintes de maladies mentales en prison et les déclarer responsables de leurs actes de démence ?

Le droit à la précarité ?

Pendant ce temps-là, un député PCF, à la tribune de l'Assemblée nationale, interpelle le gouvernement : " *Des hommes, des femmes et des enfants sont privés d'électricité, malgré la loi du 30 juin 2006. On les brise et les méprise, même pendant la période hivernale. Aujourd'hui, 20 décembre, 20 000 familles sont pénalisées dans le Rhône : 15 % d'entre elles subissent des coupures totales ; 30 % sont limitées à une puissance de 1 000 watts - à peine de quoi faire fonctionner un petit chauffage d'appoint- et 55 %, à 3 000 watts.* [...] *C'est inhumain, odieux et obscène. Comble du mépris : EDF gagne de l'argent en coupant les compteurs* [...] *Allez-vous décider l'abolition des coupures d'électricité et de gaz, dans l'esprit de l'humanisme de la France ? Allez-vous répondre à la souffrance de dizaines de milliers de familles populaires ?* [Applaudissements sur les bancs du groupe des députés communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste] ". Ça, c'était le 19 décembre 2006, à la veille de la trêve des confiseurs. Les journaux s'emparèrent alors de l'irruption des " enfants de Don Quichotte " et de leur campement au bord du canal Saint-Martin, avec les SDF. Sarkozy et sa suite avaient parlé de leur accorder un droit à l'hébergement, c'est-à-dire un droit à la précarité. Cela, après une vague d'expulsions locatives sans précédent. Un vrai toit, un vrai bail ? On verra plus tard, peut-être et sûrement pas.

Un droit au logement " *opposable* " ... au logement ?

Expulsions locatives, discrimination sociale à l'accession au logement, qu'il soit public ou privé, licenciements et autres plans dit de " reclassement ", voilà la politique qui jette, par dizaines de milliers, des travailleurs et des jeunes à la rue.

Sur ce, le gouvernement promet 27 000 places d'hébergement supplémentaires et un projet de loi sur le droit au logement opposable en justice par les particuliers. Besancenot appelle ça " *un premier recul gouvernemental* ". Quel recul ? À moins de prendre des vessies pour des lanternes, nous n'en voyons pas, pas plus que les nombreux SDF qui ne veulent pas décamper. " *La mobilisation initiée par les enfants de Don Quichotte* - nous dit Olivier Besancenot- *a obligé le gouvernement à débloquer 27 000 places d'hébergement d'urgence et à annoncer un projet de loi sur le droit au logement opposable qui serait mis en place en deux étapes, 2008 et 2012.* " La mobilisation " *initiée par les enfants de Don Quichotte* " ? Les SDF sont nombreux à camper depuis maintenant un an et on oublie un peu vite que la Mairie de Paris les a fait chasser des squares cet été pour cacher la misère aux touristes. À l'origine, c'est Médecins du Monde qui avait livré des tentes aux sans-abri qui, pour une bonne partie d'entre eux, ne voulaient plus des " hébergements ". Il serait plus juste de parler de " médiatisation " initiée par les enfants de Don Quichotte. Besancenot pense bien sûr qu'il faut aller plus loin et réclame des " *logements durables* " pour les 3 millions de mal-logés en France. C'est quoi, ça, un logement durable ? Le candidat de la LCR craint-il d'exiger le plus simplement du monde des logements décents, aux normes de sécurité et à loyer modéré, en HLM, pour tous les mal-logés et sans-abri ? Au nom de quel réalisme ?

Buffet campagnard

Si on commence comme ça, on parlera bientôt de contrat de travail durable, et ainsi de suite. En deux mots, ce sera la précarité durable, d'abord et avant tout. Est-ce d'avoir flirté avec la " gauche antilibérale " qui a rendu Besancenot si évasif ? On se dit " *anti-libéral* " pour éviter de dire " *anticapitaliste* ". Simple question de respectabilité. On invente des collectifs où, selon les organisateurs " *antilibéraux-alter-écolos, altermondialisation* ", staliniens mal repentis ou bien reconvertis, le consensus deviendrait la forme supérieure de démocratie ... jusqu'au jour où il faut s'entendre sur la candidature d'une gauche radicale " de gouvernement " - front populaire du troisième millénaire. Et là, le consensus patiemment tissé autour d'un programme qui prône tout à la fois une autre Constitution européenne dans le cadre de l'Union européenne et une VIe République dans le cadre du capitalisme versant dans la sacro-sainte " démocratie participative " ... ne débouche pas sur un consensus sur le candidat le

mieux placé pour faire " *un score à deux chiffres* ". À ce stade, la direction du PCF redécouvre tout à fait opportunément les vertus incomparables de la démocratie représentative : Buffet est majoritaire dans les collectifs unitaires anti-libéraux, elle doit donc être candidate et la boucle est bouclée. Ce qui, par effet de retour, permet à Mélenchon de se rallier à Ségolène, comme nous l'avions prédit. Il n'est pas seul dans son cas. Avant lui, pour un plat de lentille, Chevènement avait retiré sa candidature, qu'il avait annoncée le 13 novembre dernier, pour soutenir Royal.

Les canons de l'ordre moral

Soi-disant " mieux placée " pour " battre Sarkozy et la droite ", Royal passe le plus clair de son temps à imiter son adversaire. Ainsi, le 18 décembre, dans les Ardennes, Sarkozy fait tonner les canons d'un ordre moral à la Pétain et rend un pathétique hommage à la : " *France qui croit au mérite et à l'effort, la France dure à la peine, la France dont on ne parle jamais parce qu'elle ne se plaint pas, parce qu'elle ne brûle pas les voitures,* [...] *parce qu'elle ne bloque pas les trains. La France qui en a assez que l'on parle en son nom. La France qui se sent mise à l'écart parce que les augmentations d'impôts sont toujours pour elle et les allocations pour les autres* ". Voici revenu le mythe de la " majorité silencieuse " issue des " profondeurs de la France " opposée pêle-mêle aux émeutiers de novembre 2005 et aux conducteurs de trains en grève contre les suppressions d'emploi. Voici à nouveau la rengaine pour opposer ceux qui paient des impôts et ceux qui touchent des allocations, comme si ces derniers étaient les nouveaux nantis. À cette tirade du ministre de l'Intérieur répond en écho l'intervention tardive de la candidate du PS sur le logement par laquelle elle entend donner la priorité " *à ceux qui travaillent et font l'effort de payer leur loyer* ". Comme quoi, Sarkozy et Royal ne se disputent pas seulement " le monopole du coeur " mais surtout le monopole de l'ordre moral bourgeois de la sainte trinité " travail-famille-patrie ". C'est à celui ou à celle qui sera passé(e) maître ou maîtresse dans l'art de servir les intérêts des capitalistes et des banquiers.

Voilà pourquoi les salariés, les chômeurs et les jeunes ne reconnaîtront pas Royal comme leur candidate. Tous ont vu comment les média, sur ordre des capitaux qui les orientent - ceux que détiennent les capitaines d'industrie de l'Armement, entre autres - ont propulsé Royal sur le devant de la scène, de " *bravitudes* " en platitudes.

Les uns et les autres feignent d'oublier le déferlement de la jeunesse contre le CPE et la victoire du non, un an auparavant. Tout comme ils feignent d'ignorer l'abstentionnisme ouvrier et populaire qui est la réfraction, sur le terrain miné des élections, de la résistance ouvrière aux " réformes nécessaires " qui garantiront demain le maintien du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et de la compétitivité de l'impérialisme français sur le marché mondial.

Ces " réformes " ont pour objet d'en finir avec la protection sociale assise sur le salaire différé issue des cotisations ouvrières et patronales, d'en finir avec les CDI et toute réglementation du temps de travail. Le tout, sur fond de misère accrue entraînant l'appauvrissement et la déchéance rapide des " couches moyennes ". Or tout indique que les élections à venir ne feront que précipiter la crise politique et les déchirements entre les factions rivales, ce que Villepin appelle " *la coalition des ambitieux* ", qui ne savent plus comment affronter et domestiquer la population travailleuse et la jeunesse.

Modifié le mercredi 25 avril 2007

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d’activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd’hui va au-delà de l’avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C’est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l’on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l’on voit la cote de... »